

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

N° 529 5 JUIN 2007



Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr

Saint Chrysostome :

« Dieu nous ordonne d'aimer nos ennemis, afin que l'amour ne reste pas oisif, car les amis sont en si petit nombre qu, si nous n'aimions que les amis, nous n'aimerions qu'un petit nombre de gens » ?

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

LA CORRUPTION DEMOCRATIQUE

On est obligé de constater mélancoliquement que la démocratie conduit à la corruption et ceci dans tous les pays du monde. L'excellente association « Contribuables associés » vient de sortir une de ses célèbres monographies qui s'intitule d'une façon étonnante : « Qui est réellement corrompu l'électeur ou l'homme politique ? » : c'est une bonne question. La monographie est signée en particulier par Bertrand LEMENNICIER, professeur à l'université Paris II. Citons simplement quelques-unes de ses phrases.

« La position politique joue un rôle essentiel pour éviter d'être condamné » et, encore : « En cas d'élection successive, la personne corrompue à 1,8 fois moins de risque d'être condamnée à de la prison avec sursis que d'autres ». Constatant que les hommes corrompus ayant été punis sont souvent réélus, les auteurs de la monographie écrivent : « il résulte principalement de notre analyse que l'électeur est insensible aux sanctions et aux condamnations exception faite de l'abus de bien social » et aussi : « plus de 63 % des politiciens corrompus sanctionnés par les électeurs sont néanmoins réélus. »

Grosso modo, l'explication de l'indifférence surprenante des électeurs à la corruption tient dans le fait qu'ils considèrent que le politicien corrompu leur donnera des prébendes ou des facilités : c'est en quelque sorte une prime à la malhonnêteté que donnent les électeurs, espérant bénéficier de la malhonnêteté.

Remarquons que cet esprit de rapine qui existe chez les élus comme chez les électeurs ne peut se produire que dans le cadre de la rivière argentée qu'offre l'interventionnisme étatique.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

FORMATION PROFESSIONNELLE : LA GRANDE PARLOTTE

Parmi les diverses catégories de parlottes, les « audits » forment une catégorie spéciale particulièrement meurtrière pour l'économie par le temps qui est gaspillé et par les délais qu'ils imposent à des réformes absolument nécessaires.

Tout le monde connaît la grande catastrophe nationale qu'est la formation professionnelle qui coûte au moins 24 milliards d'euros par an et dont une grande partie ne sert

absolument à rien. Elle remplace abusivement les ateliers d'apprentissage que la plupart des entreprises d'une certaine importance géraient au temps jadis.

Le conseil économique et social s'est fendu d'un rapport, probablement rédigé par des fonctionnaires selon l'habitude de cet organisme parfaitement inutile. Le rapport ne doit servir à rien puisque le Sénat a lancé de son côté une mission d'information qui va bientôt rendre son « rapport d'étape ».

Il existe un conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale présidée par Jacques Delors dont nous ne connaissons pas les profits qu'il réalise à cette occasion. Jacques Delors a été entendu par les sénateurs qui ont lancé plus d'une cinquantaine d'auditions à travers la France et même ont envoyé des observateurs en Allemagne.

Ce qui condamne le système, c'est qu'il dépend à peu près de six ministères autant dire que c'est le désordre partout.

Les divers missionnaires et observateurs ont, de toute façon, condamné toute évolution : ayant constaté les résultats très positifs du système allemand ils se sont empressés d'ajouter qu'il était « éloigné de la culture française ». Ils ont même rajouté en disant : « la France a une culture de méfiance à l'égard de l'entreprise et c'est particulièrement vrai du système éducatif. La pire des choses serait de calquer un modèle sur un autre ». C'est ce qu'a déclaré, sans rougir, Jean-Claude Carle, le sénateur U.M. P. de Haute-Savoie qui est le grand Manitou de ce vaste audit.

COURRIER DES LECTEURS

[Réseau Liberté](#)

Je ne possède certainement pas une intelligence politique aussi fine que celle de François Fillon mais, il n'empêche, quelque chose de fondamental doit m'échapper dans sa façon de concevoir la réforme des Universités.

Ainsi, annoncer qu'il n'y aura pas de sélection à l'entrée de l'Université puisque le "bac" opérerait ladite sélection n'est-il pas antinomique avec la triste réalité de l'échec, en première année, de 50% des étudiants ?

Ensuite : "Il n'est pas question non plus d'augmenter les droits d'inscription, il est question de donner de l'autonomie aux établissements pour qu'ils puissent s'organiser comme ils l'entendent, recruter comme ils l'entendent, créer les enseignements qu'ils veulent" ne relève-t-il pas d'une vue de l'esprit ?

En effet, comment l'Université va-t-elle donc s'y prendre pour concilier une liberté d'action toute neuve octroyée, grand Prince, par l'Etat tutélaire et vétilleux alors que ce dernier continuera de tenir les cordons de la bourse ?

Je ne cherche nullement à démolir par principe tout ce que le nouveau Gouvernement annonce, certes avec une sympathique volonté de bien faire, mais, au contraire, à essayer de comprendre comment on espère réussir à coups de demi-mesures...

Selon Tony Blair, l'arrivée de Nicolas Sarkozy représente une chance historique pour la France; aussi faudrait-il avant tout s'employer, pour ménager toutes ses chances, à rogner les griffes bien trop longues de syndicats politisés à l'extrême !

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 4 JUIN 2007

LA JOLIE FARCE DU LUNDI DE PENTECOTE

Le monde entier vient d'assister éberlué à la tragi-comédie du lundi de Pentecôte, ridicule exemple de « l'exception française ». Les Français étaient invités à travailler ce jour-là gratuitement pour soi-disant aider les personnes âgées. C'est après la canicule de 2003 et les multiples décès dans les maisons de retraite que Raffarin avait monté cet invraisemblable dispositif. Le cafouillage fut tel que l'opération se situe dans ces confins incertains où nul ne sait s'il doit éclater de rire ou se lamenter.

Voici le détricotage historique et économique du phénomène que les médias se garderont bien de décrire.

Au départ et sur des décennies, se trouve l'effet de ruine résultant de l'action perpétuellement destructrice des gouvernements, soit de la vraie gauche, soit de la fausse droite. La ruine est telle que, lors de la récente campagne électorale, les candidats de toutes sortes se sont émus amèrement de la stagnation du pouvoir d'achat, de la modestie des petits salaires et d'autres signes de la paupérisation de la France, dont les deux plus importants candidats étaient, pourtant, partiellement responsables.

Certes, les plus favorisés des Français arrivent encore à faire face et ne se sentent pas ruinés. Cette insouciance vient de leur ignorance économique soigneusement entretenue par les écoles dont ils sont parfois issus et par les médias complices : ils ne sauraient même imaginer la richesse supplémentaire dont ils disposeraient si les politiques et bien d'autres n'avaient pas laissé l'interventionnisme ruiner la France ! Parallèlement, tout au long de la période et de multiples façons, des attaques sournoises ont été développées contre la famille.

Il en résulte que les familles, dont le devoir et le droit est de s'occuper de leurs anciens, ne peuvent pas ou ne veulent pas prendre en charge les problèmes de l'âge avancé et que l'idée même de le faire leur a été enlevée. Depuis la création de l'homme et dans toutes les civilisations, il revient aux personnes privées de préparer leur avenir et d'aider leurs anciens à faire face, ceux-ci continuant d'ailleurs le plus souvent à rendre des services à leur mesure.

Si la France n'était pas un pays très socialisé, avec la santé soumise à un système quasi communiste, il n'y aurait pas de problème pour la gestion des personnes âgées ni non plus pour leur état de dépendance éventuelle. L'épargne de chacun y pourvoirait avec une foule de possibilités diverses offertes par des assurances librement négociées et le secours de la solidarité familiale.

Pour les plus malheureux et, en particulier, pour ceux que la malchance ou la négligence a frappés l'exercice de la charité privée suffirait largement. Aux États-Unis, pays sensiblement plus riche que la France parce que sensiblement plus libre, les évaluations les plus récentes montrent que la charité privée représente au moins 4 % du PIB.

Cette situation avec, en conséquence, l'état lamentable d'un très grand nombre d'institutions publiques pour personnes âgées a conduit au désastre de 2003.

Le pouvoir a inventé alors cette machinerie du lundi de Pentecôte travaillé gratuitement. D'où l'embrouillamini incomparable de ce lundi. La ressource dégagée a représenté tout juste 2 milliards d'euros, personne ne pouvant savoir si, véritablement, les personnes âgées en ont bénéficié ou si les sables mouvants de la « bourreaucratie » étatique les ont avalé. Les associations au courant des problèmes parlent de 7 milliards d'euros absolument nécessaires pour avancer dans la solution. Si vraiment un « miracle républicain » faisait

surgir les 7 milliards, cela ne suffirait jamais et le mirage s'éloignerait, un peu comme dans le logement social qui prétend abriter toute la misère du monde.

Le pouvoir, au lieu de faire son mea culpa, et de rendre au plus vite sa liberté au peuple français a imaginé une nouvelle « usine à gaz », se superposant à des milliers d'usines à gaz, formant des galaxies d'usines à gaz auxquelles personne ne peut rien comprendre, malgré les efforts des journalistes pour clarifier ce qui ne peut être clarifié.

Dans le désordre du lundi de Pentecôte, personne ne pouvait savoir qui travaillait ou pas, quel bureau était ouvert ou fermé ; en plus les salariés du public, comme il est de règle dans la République Fromagère, étaient favorisés par rapport aux salariés du privé.

Bien entendu, les chevaliers servants du socialisme trouveront des arguments pour combattre la liberté, comme l'allongement de la durée de la vie qui rendrait le problème insoluble. C'est une fausse objection car si la liberté régnait un grand nombre d'innovations que l'on ne connaît pas interviendraient pour faciliter la gestion des personnes âgées. Le capitalisme quand il s'exerce librement conduit à des innovations permanentes et à la baisse des prix de revient.

Il est évident aussi que la solidarité familiale retrouvée grâce à une liberté accrue jouerait avec ampleur dans le sens de la diminution des coûts.

C'est l'occasion de rappeler l'un des principes clés de la « République Fromagère » qui s'énonce ainsi : « les Hommes de l'État créent une première calamité, ici la mauvaise gestion des personnes âgées, et, pour corriger celle-ci, ils en créent d'autres, ici la farce du lundi de Pentecôte »

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@easyconnect.fr

ACTUELLEMENT EN LIBRAIRIE,

LE NOUVEAU LIVRE DE MICHEL DE PONCINS

« LA LUXURE REGNAIT SUR LA VILLE ET LA VILLE ETAIT BLEUE »

Présentation par l'Editeur : François-Xavier de Guibert

Une fois de plus, l'auteur nous surprend. C'est un roman qu'il nous offre, un étrange roman d'amour tout en demi teinte où les héros, eux-mêmes ne savent pas réellement où ils en sont. Plusieurs lectures possibles : politique, histoire, économie, anticipations se mêlant en une sorte de magie.

Les deux personnages principaux se meuvent dans un univers nouveau qui existera peut-être en 2052 étant inscrit dans le monde d'aujourd'hui ou bien n'existera jamais.

Une bonne nouvelle : le socialisme, cette horrible cruauté du vingtième siècle, avec son « fils » le chômage, se trouve éradiqué de la surface de cette « Ville Bleue ». La richesse insolente de la Ville n'empêche pas quelques errants de la déparer et, parmi eux, l'un des plus flamboyants multimilliardaires du début du XXI^e siècle, mais chut !

Qui sont ces « Saigneurs » que nous côtoyons sans doute, dès aujourd'hui, sans toujours le savoir, extraterrestres invisibles et tout puissants issus probablement du déjà vieux « siècle des obscurités » et de ses sociétés secrètes. Existents-ils vraiment et comment s'exerce leur pouvoir ?

Les flashs historiques se succèdent dans un désordre apparent et vous assisterez, comme si vous y étiez, à la « guerre des potes », ces potes cajolés si longtemps par tout l'Occident chrétien et déboulant d'un seul coup pour tout ravager.

L'auteur lance, en fusées successives, une gerbe d'idées et de faits, sous forme d'affirmations fulgurantes : nul besoin de démontrer, c'est un roman. Il n'abandonne jamais son humour parfois drolatique et, s'il ne juge guère le monde imaginaire et plein de mystères qu'il crée, chacun sait ce qu'il en pense en fait.

Le projet « Amadeus » se bâtit à toute allure. Qu'en est-il exactement, faut-il en avoir peur ? Que deviendront ces amoureux après 2052 ? La Ville Bleue continuera-t-elle sa route majestueusement dans les espaces ? A vous de juger et d'imaginer.

Et Dieu, dans tout ça ? Il est omniprésent.

REVUE DE PRESSE

Communiqué de Presse

FESTIVAL DE CANNES : LA CULTURE DE MORT RECOMPENSEE
--

Le jury du 60ème Festival de Cannes a remis, ce dimanche 27 mai, la prestigieuse Palme d'Or à "4 mois, 3 semaines et 2 jours" du Roumain Cristian Mungiu.

Ce récit cru et puissant d'un avortement interdit sous le régime communiste constitue, sans nul doute, une véritable propagande pro-avortement et un danger pour les enfants scolarisés.

En effet, également distingué par le Prix de l'Education nationale, qui récompense chaque année à Cannes un film pour « son intérêt pédagogique », ce film devrait bénéficier de la création d'un dvd-rom pédagogique « qui devrait en faciliter l'approche et inviter à l'analyse et au débat avec les élèves ».

L'association CHOISIR LA VIE entend contester le choix du jury pour cette palme d'Or et émet les plus grandes craintes et réserves quant à l'usage qui serait fait de ce film, au sein des établissements scolaires, à des fins faussement qualifiées de pédagogiques, par des enseignants davantage désireux de souligner le droit que constitue l'avortement plutôt que d'en révéler la vraie qualification d'atteinte à la vie auprès de leur jeune public.

CHOISIR LA VIE appelle donc chacun à faire connaître, à Madame et Monsieur les Ministres de la Culture et de l'Education Nationale son opposition ferme à voir diffuser un tel film dans les établissements scolaires français.

Contact Presse : 06 72 01 53 31

CITATIONS

ABDEL KADER

La paix avec les infidèles doit être considérée comme une trêve pour se préparer à la guerre.

SAINT BERNARD :

« Les amusettes des enfants, on les appelle « enfantillages », celle des grands enfants on les appelle « affaires ».

LES BREVES

LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE

La France et la Grande-Bretagne ont une population à peu près comparable d'un peu plus de 60 millions d'habitants. La prospérité de la Grande-Bretagne venant en particulier de Mme Thatcher et de ses successeurs est reconnue par tous. En particulier, elle a obtenu de grands succès dans la lutte contre le chômage.

Un chiffre illustre la différence entre les deux pays : la France compte au maximum 17 millions de salariés privés alors que la Grande-Bretagne en compte 24 millions. La même différence mais en sens inverse s'observe dans les fonctionnaires : la France en compte de 6 millions alors que la Grande-Bretagne en compte sensiblement moins.

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Il nous est annoncé qu'en 2006, les effectifs de la fonction publique auraient baissés de 9500 emplois au lieu des 5400 prévus et ce relatif succès est attribué à la nouvelle organisation du budget. En fait nous sommes dans l'incertitude la plus absolue, car personne ne sait combien de ces suppressions d'emplois ont conduit à des créations d'emplois dans les collectivités publiques.

LA SUPPRESSION DES OBSERVATOIRES

Nous sommes parmi les premiers dans la presse avoir signalé la naissance et puis la vogue croissante des observatoires. Les hommes de l'État créent de multiples calamités et, ensuite, des observatoires pour observer ce qui ne va pas. À leur tour les observatoires forment une catégorie particulière de calamités plus que pour bien observer sont obligés de lancer des statistiques qui nuisent aux entreprises et donc à la création de richesse.

Il semble que le nouveau premier ministre, François Fillon, ait compris cela puisqu'il a déclaré : « nous pourrions supprimer les deux tiers des observatoires ».

Tous les espoirs sont donc permis

NOUVELLES DE LA CHARIA

Bien entendu ce n'est pas encore la charia en Lombardie ; mais cette rubrique recense tous les faits quels qu'ils soient qui conduisent à plus ou moins long terme à l'instauration de la charia en Europe.

En Lombardie 40 % des étudiants sont musulmans.

SE RETIRER SUR DES POSITIONS PREPAREES A L'AVANCE

Quand l'armée française en mai 1940 commença à se débâter, les communiqués officiels tentaient de masquer les reculs par des annonces de cette sorte, pour faire pressentir un génie de la manœuvre.

C'est que semble faire le gouvernement Fillon ; pour la Turquie on maintient officiellement le refus tout en disant que ce n'est pas pressé de se prononcer puisque l'adhésion n'est pas pour demain.

Pour le service minimum, idem : ce n'est pas pressé et on en parlera plus tard.

DOCUMENTS

NICOLAS SARKOZY, FILS SPIRITUEL DE JACQUES CHIRAC

Après la trahison de Jacques Chirac vis-à-vis de la France et des Français durant douze années, c'est au tour de Nicolas Sarkozy, son fils spirituel, de reprendre le flambeau de la politique de la continuation.

Ainsi, par deux actes majeurs récents, vient-il non seulement de trahir ses promesses électorales, mais aussi la confiance des Français.

En effet, celui-ci avait pris l'engagement, d'une part, de respecter et de faire respecter la voix des Français sur leur choix concernant le Traité de la Constitution Européenne et de ne plus revenir sur la question, et, d'autre part, de défendre les intérêts nationaux face à la politique eurocrate mise en œuvre par Bruxelles.

Pourtant, est-il important de souligner que Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner se sont rendus ce mercredi 23 mai 2007 à Bruxelles pour défendre un traité simplifié, un condensé de la Constitution Européenne.

A noter que les Français n'auront plus leur mot à dire sur ces remaniements puisque Nicolas Sarkozy a insisté sur le fait qu'il ne ferait pas appel au référendum d'initiative populaire pendant la période de son mandat.

On viendra nous parler de démocratie, de liberté et de fraternité...

Autre point important qu'il faut souligner, c'est la première fois dans l'Histoire de la République Française qu'un président pose pour la photographie présidentielle officielle avec le drapeau européen. Cette photographie sera affichée dans toutes les mairies et

administrations françaises.

Comme les symboles sont plus forts que la parole donnée, le nouveau président de la république devient le premier président à céder ses pouvoirs de Chef d'Etat pour devenir un gouverneur-fonctionnaire de la province française des Etats-Unis d'Europe.

Le Mouvement Social et Patriotique considère Nicolas Sarkozy comme le sauveur du système anti-français et anti-national.

Désormais la vérité éclate au grand jour. Les patriotes français ont eu raison de s'abstenir au second tour de l'élection présidentielle. Les patriotes français ne seront pas responsables des trahisons qui vont se renouveler et qui porteront atteinte à la dignité des Français et à l'indépendance de la France.

Nous avons fait le choix de militer pour voir renaître la France Française dans une Europe Européenne. C'est pour cela que nous militons pour la constitution d'un Etat et d'un Gouvernement Patriotique !

Ni droite, ni gauche... seulement fier d'être Français !

L'offensive patriotique a commencé !

**Site : <http://www.notrepatrie.com>
Forum : <http://www.notrepatrie.net>
Courriel : mSP@notrepatrie.info**

La liberté économique en Estonie

"L'Union européenne a beaucoup à apprendre des économies baltes", a déclaré Steve Hanke, professeur d'économie appliquée à l'université Johns Hopkins, au quotidien suisse L'Agefi. En effet, depuis 1992, l'Estonie a instauré un système de currency board dont Steve Hank est l'artisan. "Il s'agit d'une caisse d'émission ou d'un directoire financier qui implique un taux de change fixe et un arrimage de la monnaie", explique-t-il.

"Après l'indépendance, les Estoniens ont voulu se débarrasser au plus vite du rouble, symbole de l'occupation soviétique",

poursuit le professeur. Pour retrouver une économie stable, l'Estonie n'a cessé de multiplier les réformes agressives, notamment dans le cadre de la libéralisation du marché. Ainsi la plus petite des Républiques baltes se classe-t-elle aujourd'hui au douzième rang mondial pour l'indice de liberté économique, établi chaque année par l'Heritage Foundation et The Wall Street Journal.

"En réalité, je pense que l'Union européenne empêche les Etats baltes de réaliser de meilleures performances et les fait même reculer à certains égards."

Pour Steve Hanke,

"l'Estonie était très en avance en termes de modernisation. La politique agricole commune est un exemple de ces retours en arrière."
